

Analyse Comparative De L'efficacité De La Politique Monétaire En Algérie Et Implications Pour La Modernisation Du Cadre De Politique Monétaire En République Démocratique Du Congo

ELAMBO EKOLY Cathy¹, MBIKAYI KABEYA Dieudonné², MWINARO BAGHADA Chantal-Doudou³

¹Apprenante en DEA à l'Université de Kinshasa

Assistante à l'Université de Kinshasa

kathyelambo@gmail.com

²Apprenant en DEA à l'Université Pédagogique National

Assistant à l'Université Pédagogique Nationale

dedembk@gmail.com

³Apprenante en DEA à l'Université Pédagogique National

Assistante de recherche à l'Université de Bunia

chantaldoudou29@gmail.com

Corresponding Author : ELAMBO EKOLY Cathy, kathyelambo@gmail.com



Résumé : Cette étude examine de manière comparative l'efficacité de la politique monétaire en Algérie et en tire des enseignements pour la modernisation du cadre monétaire de la République Démocratique du Congo. À partir d'une analyse des principaux indicateurs macroéconomiques sur la période 2010-2024, les résultats montrent que l'Algérie bénéficie d'une plus grande stabilité macroéconomique, d'un système financier plus développé et de réserves internationales plus importantes, ce qui renforce l'efficacité de sa politique monétaire. À l'inverse, la RDC reste confrontée à des défis majeurs tels que la dollarisation, la faiblesse de l'intermédiation financière et l'instabilité du taux de change. L'étude recommande ainsi le renforcement de la crédibilité de la Banque Centrale du Congo, le développement du système financier, la consolidation des réserves internationales et une meilleure coordination entre les politiques monétaire et budgétaire afin d'améliorer l'efficacité de la politique monétaire et de soutenir la stabilité macroéconomique.

Mots-clés : Politique monétaire, efficacité monétaire, inflation, taux de change, réserves internationales.

Abstract: This study comparatively examines the effectiveness of monetary policy in Algeria and draws lessons for the modernization of the monetary policy framework in the Democratic Republic of the Congo (DRC). Based on an analysis of key macroeconomic indicators over the period 2010–2024, the findings reveal that Algeria benefits from greater macroeconomic stability, a more developed financial system, and higher international reserves, which enhance the effectiveness of its monetary policy. In contrast, the DRC continues to face major challenges, including dollarization, weak financial intermediation, and exchange rate instability. The study therefore recommends strengthening the credibility of the Central Bank of the Congo, promoting financial sector development, consolidating international reserves, and improving coordination between monetary and fiscal policies in order to enhance monetary policy effectiveness and support macroeconomic stability.

Keywords : Monetary policy, monetary effectiveness, inflation, exchange rate, international reserves.

I. INTRODUCTION GENERALE

La politique monétaire s'inscrit dans le cadre général de la politique économique, laquelle regroupe l'ensemble des actions et instruments mobilisés par les pouvoirs publics afin d'atteindre des objectifs tels que la croissance économique, la stabilité des prix, le plein emploi, l'équilibre extérieur et l'amélioration du bien-être collectif. Selon Léon Walras (2025), l'efficacité de la politique économique dépend de l'adéquation entre les objectifs poursuivis et les instruments mobilisés, tandis que Von Mises (2025) la considère comme un ensemble cohérent de mesures visant à assurer la stabilité économique et une croissance durable. Dans sa mise en œuvre, la politique économique comprend généralement une dimension conjoncturelle, orientée vers la correction des déséquilibres de court terme, et une dimension structurelle, destinée à renforcer durablement les capacités productives et institutionnelles de l'économie (Kabuya & Tsasa, 2018).

Au sein de cette architecture, la politique monétaire occupe une place stratégique en raison de son rôle dans la régulation de la masse monétaire, des taux d'intérêt et des conditions de crédit. Son objectif principal est d'assurer la stabilité des prix tout en favorisant un environnement propice à l'investissement, à l'emploi et à la croissance économique. Selon Mishkin (2022), l'efficacité de la politique monétaire se mesure à la capacité de la banque centrale à atteindre ces objectifs tout en préservant la stabilité du système financier.

Toutefois, cette efficacité varie d'un pays à l'autre en fonction des caractéristiques structurelles de l'économie, du niveau de développement financier, de l'indépendance de la banque centrale et de la qualité des institutions économiques (Blanchard & Johnson, 2021). Dans ce contexte, l'expérience de l'Algérie présente un intérêt particulier en raison des réformes engagées pour moderniser son cadre monétaire et renforcer l'efficacité de ses instruments d'intervention (Banque d'Algérie, 2024). À l'inverse, la RDC demeure confrontée à plusieurs défis, notamment la dollarisation de l'économie, la faible profondeur financière et les limites des mécanismes de transmission monétaire (BCC, 2024).

Dès lors, l'analyse comparative de l'efficacité de la politique monétaire en Algérie et en RDC apparaît comme une démarche pertinente pour identifier les facteurs institutionnels et opérationnels susceptibles d'améliorer la performance du cadre monétaire congolais. Cette comparaison permettra de dégager des enseignements utiles à la modernisation de la politique monétaire en RDC, dans l'objectif de renforcer la stabilité macroéconomique, la crédibilité de la banque centrale et la résilience de l'économie face aux chocs internes et externes.

II. REVUE DE LITTERATURE

L'efficacité de la politique monétaire constitue l'un des thèmes les plus étudiés en macroéconomie en raison de son rôle déterminant dans la stabilité des prix, la croissance économique et l'équilibre financier. Les fondements théoriques de cette efficacité trouvent leur origine dans la théorie quantitative de la monnaie développée par Fisher (1911), selon laquelle les variations de la masse monétaire influencent directement le niveau général des prix. Cette approche a été consolidée par Friedman (1968), qui soutient que l'inflation est essentiellement un phénomène monétaire et que le contrôle de la quantité de monnaie demeure la principale responsabilité des banques centrales. Les travaux empiriques de Friedman et Schwartz (1963) ont d'ailleurs montré que les fluctuations monétaires expliquent une part importante des cycles économiques observés dans plusieurs économies développées.

Toutefois, l'approche keynésienne propose une lecture plus nuancée de la politique monétaire. Keynes (1936) considère que les effets de la monnaie transitent principalement par les taux d'intérêt, l'investissement et la demande globale. Cette vision a été enrichie par Mishkin (2022), qui identifie plusieurs canaux de transmission de la politique monétaire, notamment les taux d'intérêt, le crédit bancaire, le taux de change et les anticipations des agents économiques. Les études empiriques de Bernanke et Gertler (1995) ainsi que celles de Clarida, Galí et Gertler (1999) confirment que l'efficacité de ces mécanismes dépend largement de la crédibilité de la banque centrale, de son indépendance et du degré de développement du système financier.

Dans les économies émergentes et en développement, la littérature souligne cependant que les mécanismes de transmission monétaire demeurent souvent limités par la faiblesse des marchés financiers, l'importance du secteur informel et les insuffisances

institutionnelles (Mishra, Montiel & Spilimbergo, 2012). Cette réalité est particulièrement observable en Afrique où les performances de la politique monétaire varient fortement selon les pays.

En Algérie, les réformes engagées depuis les années 1990 ont contribué à renforcer progressivement l'efficacité des instruments monétaires grâce à la modernisation du système bancaire et à l'amélioration du cadre réglementaire, favorisant ainsi une meilleure maîtrise de l'inflation et une plus grande stabilité financière (Banque d'Algérie, 2024 ; Benabdallah & Bouzid, 2022).

À l'inverse, la RDC demeure confrontée à plusieurs contraintes structurelles qui réduisent l'efficacité de sa politique monétaire. La forte dollarisation de l'économie, la faible profondeur financière, l'importance du secteur informel et la sensibilité du taux de change aux chocs externes limitent considérablement la portée des instruments de la Banque Centrale du Congo (BCC, 2024). Les travaux de Kabuya et Tsasa (2018) montrent notamment que les variations du taux directeur influencent faiblement le crédit et l'investissement, tandis que plusieurs études du Fonds Monétaire International mettent en évidence la forte dépendance de l'inflation congolaise aux fluctuations du taux de change.

Ainsi, la littérature théorique et empirique converge vers l'idée que l'efficacité de la politique monétaire dépend non seulement des instruments utilisés par la banque centrale, mais également de la qualité des institutions, du niveau de développement financier et du fonctionnement des mécanismes de transmission monétaire. Dans cette perspective, l'expérience algérienne apparaît comme une référence pertinente pour analyser les réformes susceptibles de contribuer à la modernisation du cadre de politique monétaire en RDC et à l'amélioration de sa performance macroéconomique.

III. APPROCHE METHODOLOGIQUE

La présente étude s'inscrit dans une approche positiviste fondée sur l'analyse objective de données macroéconomiques observables relatives à la politique monétaire. Elle adopte une démarche hypothético-déductive consistant à confronter les enseignements de la théorie économique et de la littérature empirique aux réalités observées en Algérie et en RDC.

Sur le plan méthodologique, il s'agit d'une recherche empirique à visée descriptive, analytique et comparative. L'étude porte principalement sur l'évolution de la politique monétaire algérienne durant la période 2010-2024 afin d'évaluer son efficacité et d'en dégager des enseignements susceptibles de contribuer à la modernisation du cadre de politique monétaire en RDC. Le choix de cette période permet de couvrir plusieurs événements économiques majeurs, notamment les chocs pétroliers, la pandémie de COVID-19 et les récentes tensions inflationnistes.

Les données utilisées sont exclusivement secondaires et proviennent de sources institutionnelles reconnues telles que la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, la Banque d'Algérie et la Banque Centrale du Congo. L'analyse repose sur plusieurs indicateurs macroéconomiques clés, notamment l'inflation, la masse monétaire, le crédit au secteur privé, le taux de change, les réserves internationales et la croissance économique, qui permettent d'apprécier les objectifs, les instruments et les résultats de la politique monétaire.

Le traitement des données combine une analyse descriptive des séries chronologiques à travers des tableaux et graphiques, une analyse interprétative des interactions entre les variables macroéconomiques et une analyse comparative entre l'Algérie et la RDC. Cette démarche permet d'identifier les facteurs explicatifs de l'efficacité de la politique monétaire algérienne, d'évaluer les performances respectives des deux cadres monétaires et de formuler des recommandations adaptées au contexte congolais en vue du renforcement de la stabilité macroéconomique et de l'efficacité des instruments monétaires.

IV. PRESENTATION DES RESULTATS

IV.1. Présentation et lecture des données macroéconomiques Algérien

Cette analyse empirique examine l'évolution des principaux indicateurs macroéconomiques de l'Algérie entre 2010 et 2024 afin d'apprécier l'efficacité de la politique monétaire et ses mécanismes de transmission. Elle s'appuie sur l'étude de la croissance économique, de l'inflation, du crédit au secteur privé, du taux de change, des réserves internationales et de la masse monétaire, dans un contexte caractérisé par la dépendance aux hydrocarbures et la vulnérabilité aux chocs externes.

Tableau 1 : Évolution des indicateurs macroéconomiques en Algérie (2010–2024)

Base des données Algérie						
Années	Croissance PIB	Inflation (IPC)	Crédit au secteur privé	Taux de change	Réserves internationales	Masse monétaire M2
2010	4,8	3,911061955	13,7901332	74,3859833	1,70461E+11	62,61563928
2011	3	4,524211505	12,56510641	72,9378833	1,91369E+11	62,35097958
2012	2,4	8,891450911	12,90864387	77,5359667	2,00587E+11	62,54402455
2013	2,6	3,25423911	15,0652749	79,3684	2,01437E+11	65,50098547
2014	4,1	2,916926921	16,42166364	80,5790167	1,86351E+11	70,96747933
2015	3,2	4,784447007	19,22034514	100,691433	1,50595E+11	72,59120329
2016	3,9	6,397694803	20,25245482	109,443067	1,20788E+11	69,83807103
2017	1,5	5,59111591	21,86038558	110,973017	1,04853E+11	71,0633952
2018	1,4	4,269990205	22,38714887	116,593792	87382910154	73,34167761
2019	0,9	1,951768211	22,91286954	119,353558	71795950715	71,50547166
2020	-5	2,415130941	26,11721342	126,7768	59434389110	84,87178893
2021	3,8	7,226063074	22,6599904	135,064058	56211005199	79,82603177
2022	3,6	9,265515516	18,2397846	141,994975	71852290094	71,66500292
2023	4,1	9,322173759	18,84670252	135,842933	81216738412	72,24391333
2024	3,7	4,046114553	19,03407767	134,053242	83007108429	73,48019999

Source : WDI (2026).

L'analyse du tableau montre que l'économie algérienne a connu une croissance relativement stable malgré la récession observée en 2020. L'inflation est demeurée globalement maîtrisée jusqu'en 2021 avant de connaître une accélération récente. Le crédit au secteur privé a progressé modérément, tandis que le dinar s'est continuellement déprécié face au dollar. Les réserves internationales ont diminué sous l'effet des chocs pétroliers avant de se redresser légèrement à partir de 2021. Enfin, l'évolution de la masse monétaire traduit des ajustements de liquidité qui ont contribué à soutenir l'activité économique, mais qui ont également alimenté certaines tensions inflationnistes. Dans l'ensemble, ces résultats révèlent une politique monétaire relativement fonctionnelle, mais fortement influencée par la dépendance de l'économie aux hydrocarbures.

IV.2. Analyse graphique des dynamiques macroéconomiques

Afin d'approfondir l'analyse et de mieux appréhender les interactions entre les différentes variables, les données ont été normalisées (base 100) et représentées graphiquement. Cette transformation permet de comparer les évolutions relatives des indicateurs, indépendamment de leurs unités de mesure, et de dégager plus clairement les tendances de fond.

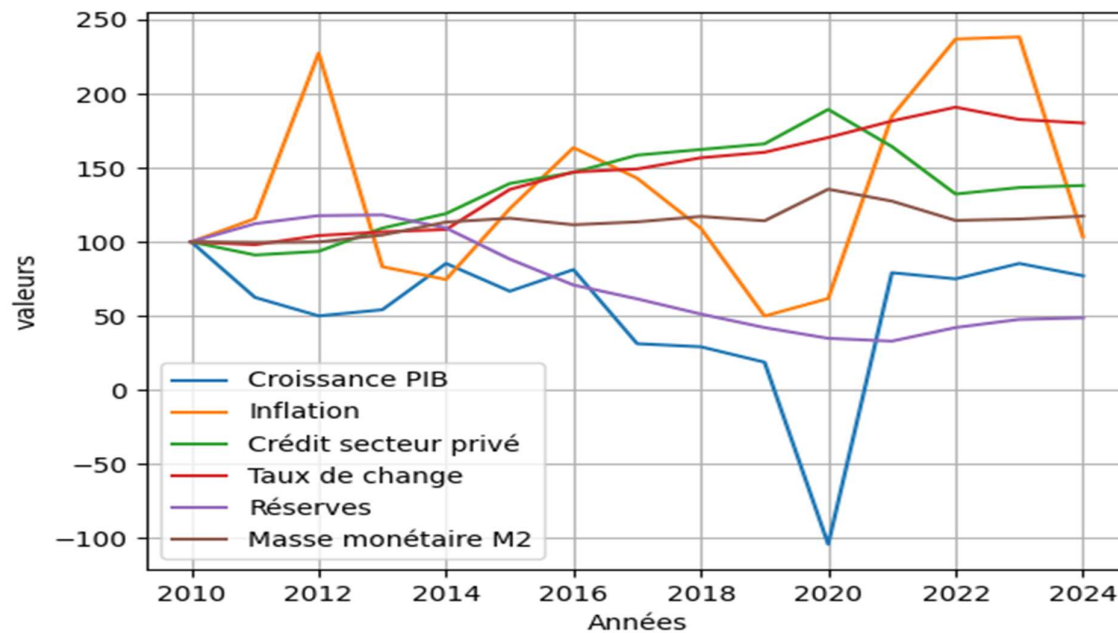


Figure 1 : Dynamique des indicateurs macroéconomiques en Algérie

Source : WDI (2025).

La figure met en évidence la prédominance du canal du taux de change dans l'économie algérienne, caractérisée par une dépréciation progressive du dinar. Elle montre également le recul des réserves internationales durant la période de baisse des revenus pétroliers, ainsi qu'une évolution irrégulière du crédit et de la masse monétaire. L'inflation est restée relativement contenue avant les tensions observées après 2021, tandis que la croissance économique demeure largement tributaire des hydrocarbures. Ces résultats suggèrent une efficacité monétaire partielle, conditionnée par les équilibres extérieurs et les contraintes structurelles de l'économie.

IV.3. Analyse empirique de la politique monétaire en RDC

Dans le prolongement de l'analyse consacrée à l'économie algérienne, il apparaît nécessaire d'examiner la dynamique macroéconomique de la République Démocratique du Congo (RDC), afin d'évaluer les spécificités de sa politique monétaire et de mieux apprécier les enseignements susceptibles d'être tirés du cas algérien. Cette analyse repose sur les mêmes indicateurs que ceux mobilisés précédemment, à savoir la croissance économique, l'inflation, le crédit au secteur privé, le taux de change, les réserves internationales et la masse monétaire. L'objectif est d'identifier les caractéristiques structurelles de l'économie congolaise, ainsi que les contraintes qui pèsent sur l'efficacité de sa politique monétaire.

Tableau 2 : Évolution des indicateurs macroéconomiques en RDC

Base des données RDC						
Années	Croissance PIB	Inflation (IPC)	Crédit au secteur privé	Taux de change	Réserves internationales	Masse monétaire M2
2010	9,93126543	0,391525011	5,979740079	494,794262	4446850566	20,45657757
2011	2,20591936	1,759587043	7,1693854	471,248626	5641136196	24,90010949
2012	9,94715314	5,010187731	7,412754333	510,556338	5549563315	24,37521781
2013	-0,7124345	4,631616197	8,878672805	493,899624	5245011451	25,08619862
2014	6,64606541	0,912139545	11,15985253	493,75733	4926098059	28,62046054
2015	0,41519306	3,169097968	15,22725217	591,211698	2221497219	30,47965534
2016	-8,6852434	3,190561797	17,93956499	592,605615	714352000,8	29,39062771
2017	-5,5947737	0,450063823	15,78451445	580,65675	379984138,8	24,50433906
2018	-2,3043178	1,152778964	13,00357811	555,446458	423617388,3	19,28663992
2019	1,12447392	2,206073058	12,63997628	585,911013	988316008	22,0323783
2020	-6,2677723	1,795371471	15,55643687	575,586005	1140500575	31,18895064
2021	1,01507037	1,715642755	13,90263097	554,530675	828560334,6	26,8786445
2022	1,47535613	3,043443347	12,76642693	623,759701	835649477	24,39935796
2023	1,90686426	4,301745636	13,79004785	606,56975	715391052,4	28,40012831
2024	2,57966944	3,091436309	13,48636858	606,345298	793200288	26,55937692

Source : WDI (2025).

Le tableau met en évidence une économie congolaise marquée par une forte volatilité de la croissance et par des déséquilibres structurels persistants. L'inflation reste relativement maîtrisée mais demeure sensible aux fluctuations du taux de change. Le crédit au secteur privé apparaît faible, traduisant les limites du système financier national. La dépréciation continue du franc congolais, la faiblesse des réserves internationales et les fluctuations de la masse monétaire témoignent d'une capacité limitée de la politique monétaire à stabiliser durablement l'économie. Ces résultats révèlent un cadre monétaire confronté à d'importantes contraintes institutionnelles et structurelles.

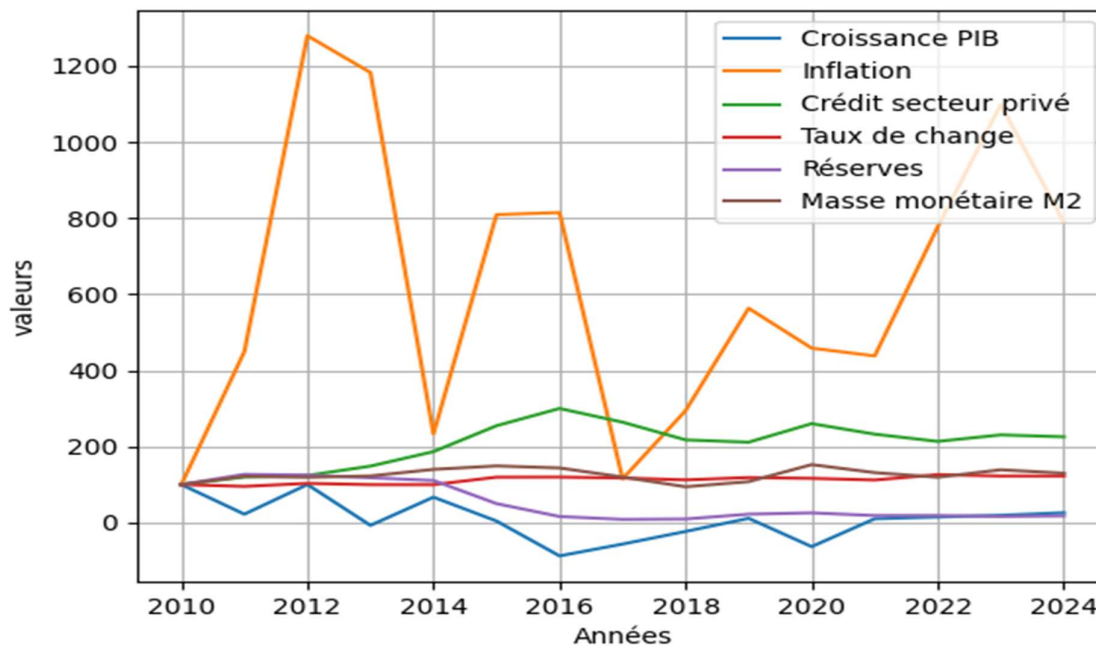


Figure 2 : Dynamique des indicateurs macroéconomiques en RDC

Source : WDI (2025).

La figure confirme la forte dépendance de l'économie congolaise au taux de change, principal canal de transmission monétaire dans un contexte de dollarisation avancée. Les réserves internationales demeurent faibles et instables, réduisant la capacité d'intervention de la Banque Centrale du Congo. Le crédit au secteur privé reste limité et peu réactif aux impulsions monétaires, tandis que les fluctuations de la masse monétaire produisent des effets modérés sur la croissance économique. Dans l'ensemble, les résultats mettent en évidence une politique monétaire faiblement efficace et fortement contrainte par les vulnérabilités structurelles de l'économie congolaise.

IV.4 Analyse comparative Algérie vs RDC

La comparaison met en évidence une efficacité de la politique monétaire globalement supérieure en Algérie qu'en RDC. Malgré sa dépendance aux hydrocarbures, l'Algérie bénéficie d'une meilleure stabilité macroéconomique, d'un système financier plus développé et d'une capacité d'intervention plus importante grâce à des réserves extérieures relativement élevées.

À l'inverse, la RDC demeure confrontée à la dollarisation, à la faiblesse de l'intermédiation financière et à la vulnérabilité de ses réserves internationales. Ces différences suggèrent que la modernisation du cadre monétaire congolais doit s'accompagner d'un renforcement des institutions financières, de la crédibilité de la banque centrale et des mécanismes de transmission monétaire.

Tableau 3 : Synthèse comparative de la politique monétaire en Algérie et en RDC

Dimensions d'analyse	Algérie	RDC
Croissance économique	Relativement modérée et plus stable	Très volatile et irrégulière
Inflation	Relativement maîtrisée jusqu'en 2019, puis hausse récente	Globalement modérée mais fragile
Crédit au secteur privé	Progression relative, canal imparfait mais actif	Faible, canal très limité
Taux de change	Dépréciation progressive et partiellement maîtrisée	Dépréciation structurelle et forte vulnérabilité
Réserves internationales	Baisse importante, mais niveau encore significatif	Faibles et très volatiles
Masse monétaire	Ajustements dans un cadre institutionnel plus structuré	Fluctuations dans un environnement plus instable
Efficacité globale de la politique monétaire	Partielle mais identifiable	Faible et fortement contrainte

Source : Auteur, à l'aide des investigations.

Cette comparaison met ainsi en lumière une différence essentielle entre les deux pays : alors que l'Algérie dispose d'une politique monétaire certes limitée par sa dépendance aux hydrocarbures, mais encore relativement opératoire, la RDC demeure confrontée à des contraintes plus profondes qui affaiblissent substantiellement la portée de l'action monétaire. Dans ces conditions, il convient désormais de discuter plus explicitement les principaux enseignements que l'expérience algérienne peut offrir à la conduite de la politique monétaire congolaise.

V. ENSEIGNEMENTS DE L'EXPÉRIENCE ALGÉRIENNE POUR LA MODERNISATION DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE EN RDC.

L'analyse comparative entre l'Algérie et la République Démocratique du Congo met en évidence plusieurs enseignements utiles pour renforcer l'efficacité de la politique monétaire congolaise. Malgré leurs différences économiques et institutionnelles, l'expérience algérienne montre qu'une politique monétaire performante repose sur une banque centrale crédible, un système financier relativement développé et des mécanismes de transmission capables d'influencer l'économie réelle.

Les résultats soulignent notamment l'importance du renforcement de l'indépendance et de la crédibilité de la Banque Centrale du Congo, du développement de l'intermédiation financière et de l'inclusion bancaire, ainsi que de l'amélioration de la transmission du crédit vers le secteur productif. Ils mettent également en évidence la nécessité de réduire progressivement la dollarisation de l'économie, de stabiliser le marché des changes et de renforcer les réserves internationales afin d'accroître la capacité d'intervention de l'autorité monétaire face aux chocs externes.

Par ailleurs, l'expérience algérienne montre que l'efficacité de la politique monétaire dépend également d'une meilleure coordination entre les politiques monétaire et budgétaire, ainsi que de la mise en œuvre de réformes structurelles favorisant la diversification économique. Dans le cas de la RDC, la modernisation du cadre monétaire doit donc s'inscrire dans une stratégie globale visant à renforcer les institutions économiques, développer le système financier et améliorer la résilience de l'économie nationale.

Dans l'ensemble, les enseignements tirés de l'expérience algérienne indiquent que l'amélioration de l'efficacité de la politique monétaire en RDC nécessite non seulement des réformes monétaires, mais également des transformations institutionnelles, financières et structurelles capables de soutenir durablement la stabilité macroéconomique et la croissance économique.

VI. DISCUSSION DES RESULTATS

Les résultats obtenus confirment les principaux enseignements de la littérature sur l'efficacité de la politique monétaire dans les économies en développement. Ils montrent que l'Algérie dispose d'un cadre monétaire relativement plus efficace grâce à une meilleure stabilité macroéconomique, un système financier plus développé et des réserves internationales plus importantes. Ces résultats corroborent les travaux de Mishkin (2022), de Benabdallah et Bouzid (2022) ainsi que ceux de la Banque d'Algérie (2024), qui soulignent l'importance des mécanismes de transmission monétaire, de la crédibilité de la banque centrale et des réformes institutionnelles dans la maîtrise de l'inflation et la stabilité financière.

L'étude met également en évidence le rôle prépondérant du taux de change dans la transmission de la politique monétaire algérienne. Toutefois, la forte dépendance de l'économie aux hydrocarbures limite encore la capacité de la politique monétaire à influencer durablement la croissance économique. Ce constat confirme que l'efficacité monétaire demeure étroitement liée aux caractéristiques structurelles de l'économie.

Concernant la RDC, les résultats confirment les analyses de Kabuya et Tsasa (2018) ainsi que celles du Fonds Monétaire International sur les limites de la transmission monétaire dans les économies fortement dollarisées. La faiblesse du crédit au secteur privé, l'instabilité du taux de change et le faible niveau des réserves internationales réduisent considérablement l'efficacité des instruments de la Banque Centrale du Congo. En particulier, le canal du crédit apparaît peu opérationnel, tandis que le canal du taux de change demeure le principal mécanisme de transmission monétaire.

L'analyse comparative montre ainsi que les différences observées entre l'Algérie et la RDC tiennent moins aux instruments monétaires utilisés qu'aux écarts de développement institutionnel, financier et économique. Ces résultats confirment que l'efficacité de la politique monétaire dépend autant de la qualité de l'environnement économique que des actions de la banque centrale. Dès lors, la modernisation du cadre monétaire congolais nécessite non seulement l'amélioration des instruments de politique monétaire, mais également le renforcement du système financier, de la crédibilité institutionnelle, des réserves internationales et de la coordination entre les politiques monétaire et budgétaire.

En définitive, l'expérience algérienne démontre qu'une amélioration progressive de l'efficacité monétaire est possible lorsque les réformes institutionnelles, financières et macroéconomiques accompagnent l'action de la banque centrale. Elle constitue ainsi une source d'inspiration importante pour la République Démocratique du Congo dans sa quête d'un cadre de politique monétaire plus performant et plus résilient.

VII. CONCLUSION GENERALE

La présente étude avait pour objectif d'analyser l'efficacité de la politique monétaire en Algérie et d'en tirer des enseignements pour la modernisation du cadre monétaire en République Démocratique du Congo. L'analyse de la littérature a montré que l'efficacité de la politique monétaire dépend non seulement des instruments utilisés par la banque centrale, mais également de la qualité des institutions, du développement du système financier et du bon fonctionnement des mécanismes de transmission monétaire.

Les résultats empiriques révèlent que l'Algérie dispose d'une politique monétaire relativement plus efficace grâce à une meilleure stabilité macroéconomique, un système financier plus développé et des réserves internationales plus importantes, malgré sa dépendance aux hydrocarbures. À l'inverse, la RDC demeure confrontée à plusieurs contraintes structurelles, notamment la dollarisation de l'économie, la faiblesse de l'intermédiation financière, l'instabilité du taux de change et le faible niveau des réserves internationales, qui limitent l'efficacité de sa politique monétaire.

L'étude conclut ainsi que la modernisation du cadre monétaire congolais nécessite le renforcement de la crédibilité de la Banque Centrale du Congo, le développement du système financier, l'amélioration des mécanismes de transmission monétaire, la

consolidation des réserves internationales et une meilleure coordination entre les politiques monétaire et budgétaire. Plus largement, l'expérience algérienne montre que l'efficacité de la politique monétaire repose sur des réformes institutionnelles et structurelles capables de soutenir durablement la stabilité macroéconomique, la croissance économique et le développement du pays.

REFERENCES

- [1]. Kalala, FK et Tsasa, JPK (2018). Macroéconomie. Fondements, microfondements et politiques . Hermann.
- [2]. Walras, L. (2025). Éléments d'économie politique pure ou théorie de la richesse sociale . BoD–Livres à la demande.
- [3]. En ligne Von Mises, L. (2025). Politique économique : Réflexions pour aujourd'hui et pour demain . Éditions de l'Institut Coppet.
- [4]. Bernanke, B. S., & Gertler, M. (1995). Inside the black box: The credit channel of monetary policy transmission. *Journal of Economic Perspectives*, 9(4), 27–48.
- [5]. Blanchard, O., & Johnson, D. R. (2021). *Macroeconomics* (8th ed.). Pearson Education.
- [6]. Banque d'Algérie (2024). Rapport annuel 2023 sur l'évolution économique et monétaire en Algérie. Alger : Banque d'Algérie.
- [7]. Banque Centrale du Congo (BCC) (2024). Rapport annuel 2023. Kinshasa : BCC.
- [8]. Clarida, R., Galí, J., & Gertler, M. (1999). The science of monetary policy: A New Keynesian perspective. *Journal of Economic Literature*, 37(4), 1661–1707.
- [9]. Fisher, I. (1911). Fisher, I. (1911). *The Purchasing Power of Money: Its Determination and Relation to Credit, Interest and Crises*. New York: Macmillan.
- [10]. Friedman, M. (1968). The role of monetary policy. *American Economic Review*, 58(1), 1–17.
- [11]. Friedman, M., & Schwartz, A. J. (1963). *A Monetary History of the United States, 1867–1960*. Princeton University Press.
- [12]. Keynes, J. M. (1936). *The General Theory of Employment, Interest and Money*. London: Macmillan.
- [13]. Mishkin, F. S. (2022). *The Economics of Money, Banking and Financial Markets* (13th ed.). Pearson Education.
- [14]. Mishra, P., Montiel, P., & Spilimbergo, A. (2012). Mishra, P., Montiel, P., & Spilimbergo, A. (2012). Monetary transmission in low-income countries: Effectiveness and policy implications. *IMF Economic Review*, 60(2), 270–302.
- [15]. Fonds Monétaire International (FMI). Democratic Republic of the Congo: Staff Report for the Article IV Consultation. Washington, DC: International Monetary Fund.